**En préambule**Jusqu'à présent la leçon la plus fondamentale des gilets jaunes est le refus d'avoir des "représentants".

Les "gilets jaunes" bien en avance sur les dominants, ( les capitalistes, les politiciens professionnels et leurs médias ) , ont compris que la "démocratie représentative" relevait de la propagande pour mieux asservir les dominés.

Pour faire "intello", on peut dire que la démocratie représentative est un oxymore. Si le peuple se donne des représentants alors ce n'est pas LUI qui décide, point par point, mais les représentants avec des "programmes" qui n'existent que le temps du "choix" des "élections". Ensuite ce sont eux les "représentants" servant leur intérêt et celui des dominants qui décideront.
Non pour les dominés bien sûr, mais pour eux !

Prenons n'importe quel "programme".
**Premièrement** : ils n'ont RIEN d'impératif. Les dominants une fois élus prendront certain points, en "oublieront" d'autres et feront ce que leurs "mandataires" désirent. C'est une évidence que les Gilets Jaunes ont compris depuis bien longtemps.
**Deuxièmement** : qui peut dire qu'il est d'accord avec TOUT le programme d'un quelconque "parti" ?
Et **pas sur des points de détail mais sur des choses que nous trouvons fondamentales !**
Et pourtant les mêmes qui appellent à voter pour eux, qui bien sûr n'ont aucune ambition personnelle car défendant le bien commun par leur programme, vont nous expliquer que les ayant élu, on légitimé TOUT leur programme.
Un seul exemple. Je suis opposé, comme beaucoup d'entre vous, a l'armement nucléaire. La plupart des programmes des partis avalisent cet armement (y compris la F"i" !) En plus d'être totalement immoral, c'est autour de 6 milliards d'euros par an. À titre de comparaison le collège de la ZUP à Lannion, c'est 15 millions d'euros. 400 collèges par ans soit environ 4 par département !
Contre les armements offensifs : porte-avions, rafales, chars …
Bien sûr je pourrais donner bien d'autres exemples … mais ce n'est pas le lieu.

**Il devrait être évident qu'il est absurde d'imaginer qu'on puisse être en accord avec tout un programme.
La seule chose démocratique et raisonnable est bien de se prononcer point par point après un large débat.
Ça implique une véritable démocratie et donc d'autres structures !**

La démocratie ne peut être construite qu'en partant de la base avec des citoyens qui constatent ses effets concrètement et qui, de ce fait prennent conscience de la nécessité de passer à des stades plus larges, pour exister réellement.

**Nous ne pouvons imiter ce qui nous asservi aujourd'hui.
Dans notre lutte, nous devons travailler à mettre en place une véritable démocratie.**
**L'instrument du pouvoir du peuple passe par des assemblées citoyennes tirées au sort, contrôlant les assemblées élues, dans lesquelles les élus sont des gestionnaires au service du peuple et non des "représentants" exerçant un pouvoir sur le peuple.**

**Dans un premier temps, nous pouvons et devons envoyer des citoyens dans les conseils municipaux, SANS AUCUN PROGRAMME, avec un seul but : être les porte-voix des assemblées citoyennes que nous devons créer.

À nous de lutter pour que les "élus" deviennent des gestionnaires et que ce soit le peuple qui décide !**

**LA DÉMOCRATIE**

**La DÉMOCRATIE** est un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple.
Le peuple étant, ici, l'ensemble des citoyens vivants sous les mêmes lois.

  Dans la vraie vie, c'est bien différent !

  L'ensemble des citoyens n'exerce pas le pouvoir. En fait, les citoyens sont régulièrement appelés à déléguer le pouvoir à des individus qui, en dehors des élus des petites communes, vont par ce fait devenir des dominants (avec bien d'autres n'ayant pas un statut de politicien) et faire partie des profiteurs.

  Le pouvoir n'est pas exercé par le peuple mais par les dominants, (politiciens professionnel, capitalistes, et leurs médias) SUR le "petit peuple" des spoliés et des exploités qui représente environ 92 % de la population.

**Nous ne sommes pas en démocratie.**

**Le problème de fond est celui de la notion de pouvoir.**

Un discours, devenu un lieu commun, qui remonte à plusieurs siècles voudrait nous faire admettre qu'il y aurait 3 pouvoirs d'état : exécutif, législatif et judiciaire. Et, cerise sur le gâteau que ces 3 pouvoirs seraient séparés !
Certains ajoutent même un 4eme pouvoir qui serait le pouvoir médiatique !
<http://changerdebocal.free.fr/media.htm>

Chacun peut constater que c'est une absurdité.
Il n'y a que 2 pouvoirs possibles :
- Celui des dominants
- Celui du peuple

Tous les discours faits sur le pouvoir visent à masquer ce fait : ils ne traitent que des moyens, des outils permettant d'avoir et de conserver le pouvoir.

**Jusqu'à présent, partout dans le monde s'exerce le pouvoir des dominants !**

Bien sûr il serait difficile aux dominants d'affirmer crûment qu'ils ont le pouvoir, qu'ils s'en servent pour le garder et faire fonctionner le système à leur avantage et que le petit peuple ne fait que subir ce pouvoir.

Ainsi des structures vont être misent en place et/ou utilisées pour faire croire au peuple que le pouvoir des dominants, tel qu'il existe, émane de la volonté du peuple.

Il s'agit de "noyer le poisson" ! On ne parlera pas DU POUVOIR DES DOMINANTS mais des pouvoirs issus du peuple, pouvoirs qui sont sensés se compléter et se contrôler : exécutif, législatif et judiciaire dans des relations de pouvoirs et contre-pouvoir. Le tout avec l'aide ou plutôt en symbiose avec des médias pour la plupart propriétés de capitalistes ou/et sous contrôle du pouvoir des dominants.

Il apparait d'une façon de plus en plus évidente qu'il y a bien un seul pouvoir des dominants qui peut prendre différentes formes créant et utilisant différentes structures suivant les lieux et les époques.

Depuis bien longtemps en France ce pouvoir a pour façade un individu appelé "président" œuvrant pour le plus grand bien des dominants et de leurs serviteurs-profiteurs.

Ça peut être très pratique !

Mais c'est dangereux : ceci offre une cible un peu trop centrale. Il fût un temps où les dominants savaient mettre en place des fusibles qu'il était aisé de faire sauter à l'occasion.

Qui peut croire aujourd'hui à l'autonomie de différents "pouvoirs" ?

 Ce n'est pas nouveau, déjà il y a bien longtemps, les élus "gaullistes" étaient qualifiés de "godillots".

Au fil des "réformes" la concentration spectacle du "pouvoir" n'a fait qu'être amplifiée.

Au "sommet" ce fût en 1965 la première élection du président au suffrage "universel". Suivirent différentes "réformes" toujours dans le même sens, la plus récente et emblématique étant le passage du septennat au quinquennat avec élection du président juste avant celle de l'assemblée nationale. Et ceci avec une entente des politiciens professionnels et leurs cliques : Chirac et Jospin. Pour ce faire un référendum le 24 sept 2000 était censé valider leur changement.
- 30,19 % de participation
- 16 % de nul parmi les votants
OUI 18,55 % des inscrits
NON 6,79 % des inscrits

**Le résultat est bien ce qui avait été souhaité** : une assemblée nationale avec plus de godillots que jamais.

C'est ainsi que depuis 2002 le président peut éviter toute "cohabitation" et avoir comme du temps de De Gaulle une assemblée de "godillots".

C'est tout de même un gros avantage !

Ceci dit, il devrait être évident à tout un chacun que la notion des 3 pouvoirs indépendants relève plus du "mystère chrétien" de la "sainte trinité" que de la raison.

Au départ, vouloir faire croire que la "justice" a un quelconque pouvoir est assez ahurissant.
**La justice est là pour mettre en œuvre les lois elles-mêmes votées par l'assemblée nationale** qui est sous la coupe de la clique présidentielle sauf pendant les périodes de "cohabitation" où l'essentiel du pouvoir politique est entre les mains du 1er ministre ayant l'assemblée nationale à son service.

Bien sûr la "cohabitation" ne démontrait qu'une chose : c'est qu'il y avait peu de différence entre les politiciens professionnels plus préoccupés à pisser pour délimiter leur territoires respectifs qu'à être au service du peuple, ce qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été !
Mitterrand avait déjà mis en place bien des mesures de droite avant d'être forcé à 2 reprises de laisser à la droite politicienne, Chirac d'abord Balladur ensuite, le soin de poursuivre dans la même direction. Et ce n'est pas le passage de Jospin comme 1er ministre avec ses sous-fifres qui l'ont cautionné, qui a contredit cette triste réalité. Jospin a plus privatisé que Balladur (sous Mitterrand) et Juppé (sous Chirac) réunis !

Mais c'est tout de même plus pratique d'avoir ses godillots à l'assemblée nationale que d'être obligé de pisser pour marquer son territoire. D'où l'entente de Chirac et Jospin pour changer les règles du jeu, je veux dire du spectacle.

Hélas quand le peuple s'en mêle sous la forme de la lutte des gilets jaunes, ça devient difficile et très voyant : il faut faire donner à fond la répression physique avec les forces de "l'ordre bourgeois" et la justice bourgeoise qui va avec.

Mais ça ne suffit pas : il faut que la répression psychologique appuie au maximum la répression physique. **C'est bien le rôle de la plupart des médias.**
Médias qui sont en général :
- Soit entre les mains des capitalistes, directement quand ils en sont les possédants, indirectement avec la publicité.
- Soit sous la dépendance des politiciens dominants dans les secteurs dits "publics" mais où la porte est aussi largement ouverte aux capitalistes avec la publicité.

Le problème pour tous ceux qui nous écrasent, c'est que ça devient de plus en plus voyant et trompe de moins en moins de monde.

Il suffit d'observer le degré de confiance accordé aux "médias" dans une étude du "Reuter institute"
De plus en plus de personnes en France ne font plus confiance aux Médias.

France inter, France info et même France culture sont des porte-voix des cliques dominantes.
Et pour ce qui est des médias "télés" ….

**En résumé le pouvoir est entre les mains des dominants.**

    **Le problème de fond est de travailler à la mise en place de structures qui permettent que le pouvoir soit entre les mains du peuple !

Le pouvoir ne se délègue pas ! À personne.

Les  élus ne doivent être que des gestionnaires à qui certaines fonctions sont provisoirement déléguées.**

  **C'est cela la DÉMOCRATIE**  Aujourd'hui et partout, la démocratie est un mythe contredit par l'exploitation du plus grand nombre par les possédants qui ont à leur service de nombreux profiteurs !

Une démocratie véritable permettrait l'existence de citoyens, plus ouverts aux autres, plus rationnels, plus critiques, (en particulier par rapport aux médias, que ce soit la presse écrite, internet mais surtout la télé), plus curieux, plus imaginatifs, plus altruistes.

La société est sensée œuvrer en ce sens à travers l'école, les structures culturelles, associatives, syndicales, politiques, médiatiques.

  Pour s'enraciner et se développer, la démocratie nécessite des lieux (mise à disposition de locaux), des moyens (moyens d'éducation, de culture de communication.

  **La démocratie a un coût**: si ce coût n'est ni identifié, ni assumé par la collectivité, il est fait appel à des financements occultes qui, directement ou indirectement coûtent très cher à la société par le biais des marchés publics, des "mutuelles", des emplois fictifs ou de financements par les entreprises avec renvoi d'ascenseur.
(Par exemple, quoiqu'en dise le Conseil Constitutionnel, le mandat de sénateur de Mr Dassault est-il compatible avec ses fonctions d'industriel qui passe des contrats avec l'Etat ? quand Mr Dassault, en accord avec l'Etat fixe le prix de ses rafales payés sur le budget de l'Etat, quelle part revient dans le circuit politico social pour le plus grand bien de Mr Dassault ?...)

Pour que soit possible la démocratie, il y a donc nécessité non seulement d'en assumer collectivement le coût, mais aussi d'édicter des règles de transparence totale des comptes des partis, des syndicats et associations, d'assurer des contrôles et prévoir des sanctions. Pas un centime des entreprises sous quelque forme que ce soit ne doit contribuer au fonctionnement de la vie politique.

À partir de là, quels devraient être **les fils conducteurs pour un véritable changement ?**

  **-  Le pourvoir au peuple seul qui contrôle les élus qui ne doivent être que des gestionnaires   à qui certaines fonctions sont provisoirement déléguées.
Ce contrôle peut être exercé par des assemblée citoyennes tirées au sort. En dernier recours le peuple seul peut décider** **par un référendum, après un long large et profond débat.**

  **-  Ceci induit une implication de la population à la vie citoyenne.**

**-  Une République SOCIALE et LAÏQUE**

Comment impliquer la population à la vie citoyenne, quelles sont les attributions de élus et comment sont-ils contrôlés, dans le cadre de quelles assemblées?

 Voilà ce qui doit être à la base d'une réflexion sur la DÉMOCRATIE.

  **Pour ce qui est des élus, qui doivent être des gestionnaires et non avoir le pouvoir sur le peuple les critères devraient intégrer ce qui suit :**

  - Les personnes qui s'impliquent dans des fonctions politiques ne doivent pas être lésées dans leurs activités professionnelles. Tous les frais directs et indirects induits par la fonction politique doivent être pris en charge, et ceux-là seulement. Aucun avantage personnel (prêts, santé, retraites etc.). .
- Une seule fonction politique limitée dans le temps.
- Une limitation de l'âge pour postuler à des fonctions politiques : 65 ans devrait être la limite pour se présenter à une élection.(ce qui limite l'âge maximum dans tout poste élu à 70 ans pour un candidat qui aurait été élu la veille de ses 65 ans pour un mandat de 5 ans) Passé 65 ans il est possible et même souhaitable de beaucoup s'investir socialement, mais pas de postuler pour un mandat politique qui demande toujours un énorme dynamisme et un énorme travail pour être rempli correctement. Il est temps de laisser ces fonctions à plus jeunes.

**Bien sur l'existence de tels élus n'est concevable que dans des institutions en adéquation.**

**Une profonde refonte des institutions  est nécessaire.**

La combinaison de diverses assemblées dont les membres sont désignés de différentes manières peut permettre un jeu ouvert, responsable, en prise maximale sur la société.

La solution au problème du contrôle des élus, allié à une plus grande implication de la population à la vie citoyenne passe par l'existence d**'assemblées citoyennes dont les membres sont tirés au sort, instruments  du pouvoir du Peuple.**

On arrive ainsi à des institutions organisées  sur la base suivante

**1 - Des assemblées citoyennes tirées au sort, instruments du pouvoir du Peuple, en binôme avec**

**2 - Des assemblées élues ayant pour fonction la gestion des activités permettant la vie citoyenne**

**3 - Un pouvoir exécutif qui exécute.**

   **1 - Assemblées citoyennes tirées au sort ayant le POUVOIR.**

Il serait souhaitable de créer des assemblées citoyennes à tous les niveaux : communauté de communes, région et nation dont les membres émaneraient directement du peuple par **un système de tirage au sort**, tout comme les jurés des cours d'assises.

**Le renouvellement de ces assemblées n'étant pas conditionné par la recherche de suffrages, les conditions y seraient plus favorables à un travail plus serein, détaché de la politique politicienne, s'inscrivant dans l'intérêt général et le long terme.**   **Par construction, ces assemblées doivent être composées à part égale de femmes et d'hommes.**

Ces assemblées citoyennes devraient être munies de vastes moyens (adaptés à chaque niveau) favorisant la connaissance, l'étude et donc la compréhension de tout ce qui relève de la vie sociale pour favoriser le débat social et déboucher sur des propositions concrètes aux assemblées élues correspondantes.

**En cas de conflit entre les deux assemblées c'est au peuple que revient la  décision par le moyen d'un référendum après un large débat dans le domaine concerné : intercommunal, régional, national.**

[Une "illustration", pour donner du désir...](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/pour-ilustrer-concr%C3%A9tiser/) (voir annexes)

Ces assemblées auraient accès à tous les organes de diffusion de l'information à parité avec leurs homologues.

La discussion est largement ouverte pour traiter des attributions, des prérogatives qu'il serait souhaitable d'attribuer à ces assemblées.

Par exemple celle de pouvoir, périodiquement, fixer l'ordre du jour des assemblées élues, avoir un pouvoir de contrôle total sur les budgets, sur les élus etc. etc.

Les attributions des différentes Assemblées citoyennes incluent au total, **au minimum**,  toutes les attributions :

-  du Sénat actuel
-  des Conseils économiques et sociaux
-  de la cour des comptes
-  de toutes les fonctions non régaliennes des préfets

**Assemblée citoyenne intercommunales :**
 Tout résident, de droit, a accès au tirage au sort. Cependant, on ne peut exiger de chacun d'être motivé pour s'investir sérieusement dans cette assemblée citoyenne. Seront donc tirés au sort les résidents ayant fait la démarche de postuler à cette assemblée. Il est impératif que la parité homme femme soit respectée. Cela implique un tirage au sort sur deux listes: une liste féminine et une liste masculine. Il faudra réfléchir à ce que toutes les communes petites et grandes soient impliquées dans la constitution de cette assemblée citoyenne.
Pour rendre possible des scrutins significatif dans les communes de moins de 3 500 habitants, ce qui concerne la plupart des communes faisant parti d'une communauté de communes il est usité ce type de vote :

**Le  panachage** :  l'électeur  n'est  pas  obligé  de  voter  pour  une  liste  entière mais peut composer son bulletin à partir de noms  figurant  sur  les  différentes listes  :  il  peut  rayer  des  noms,  en  ajouter  d'autres  (il  en  est  ainsi  pour  les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants).

**Assemblée citoyenne régionales :**
Le tirage au sort se fera sur des listes correspondant à la région avec une recherche d'équilibre géographique.

**Assemblée citoyenne nationale :**
Le tirage au sort se fera sur des listes départementales permettant une représentation géographiquement équilibrées.
Pour qu'une loi soit validée, elle devra obtenir une majorité au sein de cette assemblée.

 On observera que l'accès à toutes les Assemblées Citoyennes est ouvert à **tous les résidents du territoire national** et que la **parité femmes hommes, de fait, sera immédiatement réalisée**

Le calendrier des tirages au sort devrait satisfaire deux exigences:
- une continuité dans le travail (ce qui rend souhaitable un renouvellement par moitié des assemblées citoyennes) et
- permettre un maximum de contact avec l'ensemble des membres des assemblées de même niveau (ce qui rend souhaitable le renouvellement des assemblées citoyennes à des dates différentes de celles des assemblées élues)

  **2 - Assemblées élues assurant la gestion de la société .** [**\***](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/pour-aller-plus-loin/)**Conseil municipal élu**  Pourra se présenter toute personne inscrite sur les listes électorales (rien de changé).
Même mode électoral mais avec [vote préférentiel.](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/sur-les-elections-et-les-votes/)  L’attribution de la  fonction de maire pourrait se faire de la façon suivante: celui qui a eu le plus de suffrages sur la liste ayant remporté l'élection est désigné comme Maire. En cas de refus, la fonction revient au deuxième, puis au troisième etc.  etc.

 **Assemblée intercommunale élue ou mise en place par les communes** L'existence et le fonctionnement des assemblées existantes justifie une réflexion importante sur le sujet.
Mettre en place des assemblées citoyennes des communautés de communes permet de résoudre l'implication des petites communes et leur permettre de faire face aux "métropoles" locales. .
L'assemblée citoyenne intercommunale peut permettre au peuple d'avoir la largeur de vue et l'assise nécessaire face aux "métropoles locales.

**Assemblée régionale élue**
Pourra se présenter toute personne inscrite sur les listes électorales.

 Même mode électoral mais avec [vote préférentiel](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/sur-les-elections-et-les-votes/)**.

Assemblée nationale élue**
Pourra se présenter toute personne inscrite sur les listes électorales
Pour l'élection de l'Assemblée Nationale, les circonscriptions (dont la raison d'être relève plus du clientélisme local que d'une vision correspondant à une politique nationale) disparaissent au profit d'une proportionnelle par **scrutin de liste avec** [**vote préférentiel**](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/sur-les-elections-et-les-votes/) au niveau départemental.

  **Le système de double assemblées permet de différencier deux structures

1 – Les assemblées citoyennes instrument de la réalité du pouvoir au peuple.
2 – Les assemblées élues assurant la gestion des institutions sous le contrôle des assemblées citoyennes.**

 **3 – Un pouvoir exécutif qui exécute.**

**Il porte bien son nom : sa raison d'être est d'exécuter la volonté du peuple.**

 Ce qui exclut l'élection d'un " roi " ou d'une "reine" pour 5 ans.

  Le cirque médiatique participe à l'aspect odieux et anti démocratique de ce système : le monde pourrait s'écrouler, tout ce qui intéresse nos politiciens professionnels c'est pour les plus ambitieux d'être "reine" ou "roi" et pour la valetaille de choisir la bonne écurie.

  **On peut imaginer un exécutif dual :**

 L'avantage de l'exécutif dual serait de limiter les pouvoirs des « Présidents » et de permettre enfin le choix électoral d'un programme de politique extérieure.

Cela se traduirait par :

- Un « Président du conseil des ministres » issu du parlement et responsable devant lui pour la politique intérieure.

- Un « Président de la République » pour la politique extérieure non **pas élu mais issu d'un scrutin national portant sur la politique extérieure**.[\*](https://www.la-sociale.org/institutions-politiques-1ere-democratie/politique-exterieure/)

On pourrait concevoir une campagne électorale portant sur des programmes de politique extérieure.

  Le parti dont le programme obtiendrait la majorité proposerait 5 candidats au poste de Président de la République et c'est le congrès formé des 2 assemblées, Assemblée Nationale Élue et Assemblée Citoyenne Nationale, qui désignerait le président parmi les 5 candidats proposés.

  Par cette façon de faire on ne vote plus pour un "Président de République" mais pour une politique extérieure.

  Les ministres des armées et des affaires étrangères feraient le lien entre Gouvernement et la Présidence.

  **En cas de conflit entre les 2 exécutifs, l'Assemblée Nationale Citoyenne préparerait le texte d'un référendum permettant au peuple de trancher après un large débat nationalCe texte a une conséquence pratique.**

    Il induit un mode d'action très clair : tenter de changer les choses non par le sommet mais par la base avec comme objectif de porter le changement jusqu'au plus haut niveau : Assemblée Nationale citoyenne tirée au sort, Assemblées Nationales Gestionnaire élue et Exécutif exécutant.

  **Il est possible dès à présent**, sans dépendre d'une éventuelle victoire aux élections nationales (députés et présidentielles) et sans attendre un grand mouvement social qui déboucherait sur un changement de Constitution par une Constituante dont les membres seraient tirés au sort, **de travailler à la mise en place de ces assemblées citoyennes tirées au sort, partout où c'est possible, que ce soit au niveau intercommunal, ou régional.**

  Parmi les actions possibles, il me semble qu’il serait bienvenu de constituer des listes aux élections municipales et régionales avec comme seul « programme » la créations des assemblées citoyennes correspondantes avec débats sur les attributions souhaitables de ces assemblées.

**C'est en s'appuyant sur l'existence de ces assemblées citoyennes tirées au sort qu'on pourra dynamiser la démocratie "locale" et créer les conditions concrètes qui rendront possible un changement de Constitution.**

Alméras jean
Juin 2019

almeras.jean@gmail.com

**DEVISE DES RÉPUBLIQUES BOURGEOISES
 et
DEVISE DE LA 1er DÉMOCRATIE**

**LIBERTÉ , ÉGALITÉ, FRATERNITÉ**

**Une devise bourgeoise bien différente de ce que serait une devise du peuple !**

**DÉMOCRATIE, ÉQUITÉ, SOLIDARITÉ, LAÏCITÉ**

L'article 2 de la Constitution de 1958 à repris 2 alinéas de la Constitution de 1946

La devise de la République est Liberté, Égalité, Fraternité.

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Il est difficile d'imaginer qu'un gouvernement du peuple PAR le peuple ne soit pas un gouvernement pour le peuple.

On ne peut que souscrire au principe de la République : " gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ". À ceci près qu'il faudrait être le dernier des crétins pour imaginer qu'un tel gouvernement puisse avoir pour résultats une minorité dont les revenus s’accroissent chaque jour davantage alors que pour la majorité des citoyens le seul accroissement constatable est celui du chômage qui va de pair avec l'appauvrissement de l'écrasante majorité.

Il y a donc un très gros problème sur le "principe" même de la République.

Pourquoi ce "pour le peuple" ? C'est qu'en fait le gouvernement n'est pas fait PAR le peuple mais par des représentants du peuple ! Ce qui induit une absurdité : la démocratie représentative ! Ce sont les représentants les "élus" qui gouvernent "pour" le peuple ! Et donc ce n'est pas un gouvernement PAR le peuple mais SUR le peuple !

D'où la nécessité d'une autre Constitution qui si elle met véritablement en œuvre le principe d'un " gouvernement du peuple, par le peuple " pourra qualifier la "Constitution française" non pas comme celle de la VIe République mais plutôt comme celle la 1e Démocratie Républicaine.

Si cette 1e Démocratie Républicaine doit avoir une devise, il serait souhaitable qu'elle ait plus de consistance et de pertinence que la devise actuelle.

La devise d'une République se doit de cibler ce qui est fondamental dans le « vivre ensemble ».

Aujourd'hui notre devise est l'héritière de la Révolution bourgeoise de 1789.

« Liberté, égalité, fraternité »

Cette devise nous paraît indiscutable… et pourtant elle fait appel à des concepts discutables pour caractériser le « vivre ensemble »

**Liberté** un concept inconsistant.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 définit ainsi la liberté :

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi. » (article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme)

« La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas. » ( article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme)

En cela, la liberté dans la devise nationale n'est bornée que par la loi, laquelle est la même pour tous, et tout ce qui n'est pas interdit par cette même loi est autorisé.

Ainsi définie la « liberté » se révèle un concept largement discutable car renvoyant à d'autres concepts qui sont eux même largement discutables.

Ainsi en est-il des « droits naturels » et l'idée d'assurer aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits

Que signifie « droits naturels » ? vaste possibilité de débats ouvrant à des interprétations multiples..

 Que signifie « d'assurer aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits » un concept sympathique sur le papier, mais en fait vide de sens. Il implique une notion de réciprocité qui n'existe pas dans la « vraie vie ». Quelle réciprocité y a-t-il par exemple (des exemples parmi beaucoup d'autres) entre le droit d'un propriétaire d'encaisser un loyer crapuleux, est celui du locataire de le payer, ou entre le chômeur et un employeur éventuel ?

La liberté fait partie de ces mots que chacun peut faire sien, mais qui glissent entre les doigts si on tente de les mieux définir, laissant place à des discours pouvant remplir des bibliothèques.

A la base la « liberté » au niveau individuel a pour fondamental le « libre arbitre » notion dont nul ne peut cerner la réalité.

Et sur une base si peu assurée, pour garder au mot « liberté » une capacité opératoire il va falloir lui adjoindre obligatoirement une quantité d'autres mots.

Ainsi, en dehors de la propagande qui atteint des sommets avec l'expression de « monde libre », le mot « liberté » sera modulé par d'autres mots restreignant, en le précisent, le domaine d'application.

On parlera ainsi de :

liberté de pensée, d'expression, d'opinion, d'association, de culte, de la presse, du commerce, d'entreprendre, syndicale, politique, de circulation etc. etc...

Une notion élémentaire de logique s'écrit ainsi

**Si A ---> B alors non B ---> non A**

d'où on peut induire

Si non B ---> non A alors non(non A ) ---> non (non B) soit A ---> B

pour être très clair :

**Si non B ---> non A alors A ---> B**

Aussi difficile à définir que soit le concept de "liberté", il est communément admissible que s'il n'y a pas de liberté, il ne peut y avoir de démocratie

ce qui peut se traduire par

**non liberté ---> non démocratie et donc démocratie ---> liberté**

La démocratie induit une nécessaire liberté dans le champ social.

Le mot **DÉMOCRATIE** fait clairement apparaitre que nous sommes dans le "vivre ensemble", un "vivre ensemble" induisant la prise en compte de la liberté dans ses différentes acceptions et déclinaisons possibles.

**Égalité** un concept socialement non pertinent

L'égalité est un concept qui n'a de sens que dans le domaine de notions abstraites objectivisables.

Par exemple on pourra parler d'égalité de masse, de longueur … toute chose qui renvoie à une bijection avec l'ensemble des réels et induit une relation d'ordre au sens mathématique.

Ainsi le concept "d'égalité" induit celui de hiérarchie et ouvre la porte à toutes les injustices.

Ainsi la notion d'égalité est utilisée par la bourgeoisie comme alibi des pires injustices. ex : une même contravention pour dépassement de vitesse que l'on ait un revenu de 10 000 € ou qu'on soit au SMIC.

Le mot adapté aux humains vivant en société est **ÉQUITÉ**

**Fraternité** relève de l'injonction morale

À la différence de la fraternité dans laquelle le sentiment prend une part importante, la solidarité peut être impersonnelle et ne pas comporter de dimension affective.

La fraternité est un lien, un sentiment irraisonné, affectif entre une ou plusieurs personnes.

Si elle est souhaitable, elle ne peut être exigée de qui que ce soit.

C'est à nous de créer les conditions concrètes permettant son existence.

Ce devrait être un objectif fondamental de l'éducation.

La solidarité implique une prise de position, un engagement, donc au minimum : un sujet de réflexion et l’identification de « partenaires en solidarité ». Elle doit logiquement déboucher sur une action.

**La fraternité est une façon d’être, la solidarité une façon d’agir.**

 La solidarité indique une relation entre personnes ayant conscience d’une communauté d’intérêt (économique, social, politique, moral, spirituel) qui entraîne une obligation de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance. Le concept de solidarité introduit également la notion de dépendance réciproque.

On peut à l'occasion imposer la solidarité (la sécurité sociale par exemple), on ne peut en aucun cas imposer la fraternité.

Le mot juste est : **SOLIDARITÉ**

**Une 4eme notion** est indispensable dans ce monde : c’est la **LAÏCITÉ** qui est le renvois dans l’espace privé de toutes les religions.

Ainsi la **PREMIÈRE RÉPUBLIQUE SOCIALE** serait plus en adéquation avec la devise :

**DÉMOCRATIE, ÉQUITÉ, SOLIDARITÉ, LAÏCITÉ**

**Spoliation :**Une recherche rapide arrive à la définition généraliste suivante :

  " Action de déposséder par violence ou par ruse; résultat de cette action."

On pense voir à peu près de quoi il s'agit mais ce n'est pourtant pas très clair.

De déposséder…

Encore faudrait-il être un possesseur.
Il semblerait qu'il faille au préalable posséder quelque chose pour pouvoir ensuite être spolié.

C'est vrai dans certains cas mais c'est loin de couvrir l'ensemble des possibilités auquel renvoie ce mot.

**En fait, la spoliation est l'appropriation par la violence ou par la ruse d'une ressource, d'un moyen de vie, de production, par un individu ou un groupe afin de l'utiliser à leur usage ou à leur bénéfice.**Quelques exemples éclaireront le propos.

- Aller avec des chalutiers s'approprier du poisson au large de l'Afrique ou ailleurs, très loin de nos côtes.

- Décréter que des terres, qui existaient bien avant les humains appartiennent à tel ou tel état, empereur, roi ou seigneur qui a planté son petit drapeaux, état, empereur roi ou seigneur qui peut les "vendre" c’est-à-dire en donner l'usage exclusif et transmissible à des individus. Vendre des terres qui n'appartiennent à personne. C'est évident parce que récent et caricatural aux USA, mais c'est vrai partout dans le monde.

- S'approprier les ressources minières d'un territoire pour l'usage et le bénéfice de quelque uns.
- Empêcher que des individus puisse participer à produire et percevoir la contrepartie de sa production.

Les cas concrets de spoliation sont nombreux.

On peut aussi faire jouer notre imagination pour illustrer ce que peut être la spoliation :
Imaginons qu'un groupe humain préhistorique interdise à un autre groupe, moins nombreux ou moins armé, en tout cas moins "fort" une zone giboyeuse ou recelant de nombreux fruits propices à la collecte : nous aurions un exemple de comportement relevant de la spoliation.

**Exploitation s'appliquant aux relations humaines.**L'exploitation résulte de l'échange d'un objet ou d'un service avec un autre objet ou service.
Un objet ou un service contient une certaine quantité de travail.
Si l'échange n'est pas équilibré on a affaire à l'exploitation.

Une quantité de travail donnée échangée contre une quantité plus importante fait de vous un exploiteur
Une quantité de travail donnée échangée contre une quantité moins importante fait de vous un exploité

Bien sûr on peut être exploité soi-même et à l'occasion avoir le rôle de l'exploiteur. C'est ce qui arrive quand on obtient un objet ou un service en échange d'un montant qui pour vous représente moins de travail que l'objet ou le service obtenu. Exemple : vous obtenez un repas en Afrique sub-saharienne pour un montant de 1 €. Supposons que ce repas entre les produits la préparation le service et l'entretient correspondant des locaux représente 1 heure de travail. Supposons qu'en France votre salaire horaire net soit de 10 €. A ce titre, vous faites bien parti des exploités. Mais dans ce cas concret vous échangez 1/10 heure de votre rémunération horaire soit 6 minutes contre 1 h de travail.
Vous êtes bien dans une relation d'exploitation et c'est vous l'exploiteur !
Ceci n'est pas un jugement mais relève simplement du factuel.
Une fois ou l'autre, c'est arrivé à chacun d'entre nous d'être dans cette situation ou une situation équivalente.
Mais ceci même si c'est bien réel est et demeure en général très marginal.

**L'exploitation se réfère à un travail et à la vie dans une société donnée.**

Ainsi en France le PIB moyen par heure travaillée en 2018 est de 68 dollars US
[**https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=PDB\_LV&lang=fr**](https://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?datasetcode=PDB_LV&lang=fr)Sur la ligne Sujet : PIB par tête cliquer sur le menu déroulant.
La 6eme ligne correspond à : "PIB par heure travaillée . Cliquer.
La France se trouve sur la 10 ème ligne.
Les résultats sont donnés depuis 1970 jusqu'à 2018
En allant tout au bout on trouve 68 dollars us en 2018.

Soit en euros 68 x 0,9 = 61,2 €/heure

La durée légale annuelle sur la base de 35 h/semaine est de 1607 heures.

Sur la base de 35 h/semaine un "actif" produit donc en moyenne pour 61,2 €/h x 1 607 h = 98 348,4  €
soit 98 348,4 €  / 12 = 8 195,7 € bruts/mois
Voilà quel serait le salaire brut pour 35 h/semaine si la production était répartie uniformément.

Ce qui, compte tenu du taux de prélèvement obligatoire de 48,4 % en 2017 selon l'INSEE
[**https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381410#tableau-figure1**](https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381410#tableau-figure1)

 nous ramène à un revenu net avant impôts direct de :
8 195,7 x [(100-48,4)/100] = 4 228,98 € net/mois
[**https://www.inegalites.fr/Salaire-etes-vous-riche-ou-pauvre**](https://www.inegalites.fr/Salaire-etes-vous-riche-ou-pauvre)

L'en tête de l'animation n'est pas très judicieuse. La notion de riche ou pauvre laisse une grande place à la subjectivité.

  Ceci dit, l'animation nous indique le pourcentage de la population qui gagne moins qu'un montant donné.
Les nombres rentrés se réfèrent à l'année 2016.
En gros les 4 228 € nets/mois de 2018 correspondraient à 4 114 € en 2016

[**https://france-inflation.com/calculateur\_inflation.php**](https://france-inflation.com/calculateur_inflation.php)Ainsi, 93 % de la population a moins et donc environ 7 % de la population a davantage.

Bien sûr si 7 % a davantage, elle le doit aux 93 % qui ont moins.

**Aujourd'hui, c'est autour 4 200 € nets/mois qu'existe une frontière objective.**

**Ceux qui ont moins font partie des exploités.**

**Ceux qui ont davantage le doivent à ceux qui ont moins, le doivent aux exploités** : ils font partis de ceux qui profitent de la répartition hiérarchisée des revenus, **ce sont objectivement des profiteurs.**

**Bien sûr parmi les profiteurs comme parmi les exploités il y a une grande disparité.**
Il n'y a une énorme différence entre, par exemple, celui qui a 1 200 € nets/mois et celui qui a 4 000 € nets/mois. Le premier "cède" 3 000 € par mois alors que le deuxième "cède" seulement 200 € par mois.
Mais tous deux cèdent une part de ce qui correspondrait à un partage égalitaire, part qui peut être énorme ou beaucoup plus petite, cédée à ceux qui sont au-delà de 4 200 €nets/mois, les profiteurs.

Il est évident qu'un profiteur qui a 4 500 €nets/mois est très éloigné et plus "sympathique" qu'un profiteur ayant 10 000 ou 20 000 € nets /mois, voire 100 000 et bien plus pour certains!
Il n'en demeure pas moins qu'au-delà de notre plus ou moins grande indignation, ils doivent tous leurs excédent de revenus par rapport à un partage égalitaire au fait que 93 % des travailleurs sont en dessous de 4 200 € nets/mois.

On ne peut que constater que ceux qui ont un rôle de **dominants et nous dirigent, politiciens, capitalistes hauts "fonctionnaires" et leurs bouffons et complices des médias ont tous absolument TOUS un revenu supérieur à 4 200 € nets/mois et font partie des profiteurs !**Ce qui ne les empêche nullement d'expliquer aux exploités, y compris aux plus exploités qui n'ont ni les revenus ni le pouvoir qui va avec, que ce sont eux les responsables et que le temps des "vaches grasses" est terminé.
Il faut oser ! Pas de problèmes : ils osent !

Pour ce qui est des plus gros salaires net mensuels, l'animation s'arrête quand on saisie 8 630 € nets/mois indiquant que 99 % des salariés gagnent moins.
Au-delà de 8 630 on est dans les 1 % qui "gagnent" beaucoup plus.

8 630 € nets /mois en 2016 correspondent à environ 8 882 € nets/mois en 2018.

Ainsi tous ceux qui ont 8 882 € nets/mois et au-delà, font partie des 1 % qui ont les plus gros revenus. Il va sans dire que les possédants ou/et donneurs d'ordre des "grands" médias payent leur valetaille à un tel niveau, et pour certains bien au-delà, et que, faisant partie de ces 1 % les mieux rémunérés, la valetaille ne peut être à même d'imaginer ce qu'est la vie du tout petit peuple des Gilets Jaunes !

**De l'intérêt des Assemblées Citoyennes**

Pour concrétiser un petit scénario :

Je pense que, dans l'esprit de [produire et consommer](https://www.la-sociale.org/se-nourrir/) local, il serait nécessaire que les municipalités, et communautés de communes créent autour des agglomérations des zones de maraichage bio misent à disposition, gratuitement et sur le long terme, (30, 40 ou 5o ans) avec comme contrepartie prioritaire l'approvisionnement des écoles, hôpitaux, maisons de retraites.

Ces zones devraient s'intégrer dans l'aménagement du voisinage avec les lieux de "loisir" des chemins et pistes cyclables permettant de faire le lien avec l'ensemble de la population.

On peut imaginer toute sorte d'accès à ces productions
- ramassage direct par l'acheteur
- achat direct local des produits au producteur
- coopératives locales de vente
- Obligation aux "grandes surfaces" de mettre à disposition une surface minimale de vente, à l'intérieur de la "grande surface" ayant une gestion entièrement indépendante, sous la seule responsabilité des producteurs locaux. ( Ça parait une atteinte à la "liberté" des pauvres Carrefour, Casino, Leclerc, Super U, Intermarché et Cie, mais c'est exactement ce qu'ont fait les capitalistes avec les Télécom qui ont étés obligés de laisser installer les équipements de leur "concurrents" dans leur propres locaux et obligés de leur laisser l'accès des liaisons jusque chez les particuliers. On ne peut pas faire MOINS que les capitalistes !... )

J'ai fortement le désir de défendre ces propositions.

Croyez-vous que j'irai les défendre devant un conseil municipal actuel ? NON !

  Pourquoi ? : parce que dans de tels conseils la question qui serait sous-jacente serait de savoir qui se cache la dessous quel parti quel groupe, sous le contrôle de qui etc. etc. et le problème posé viendrait loin derrière.

Par contre devant une assemblée tirée au sort, dont les membres n'attendent rien d'une éventuelle réélection, ne sont pas comptables devant un parti , alors Là, oui je suis prêt a défendre ces propositions avec acharnement. Je sais que si je persuade la majorité de cette assemblé, elle aura les moyens matériels de monter un dossier de le populariser dans la population par le journal communal auquel elle a accès à égalité avec l'assemblée élue. Je sais qu'elle pourra imposer le débat car ayant le pouvoir de fixer l'ordre du jour. Et pourra largement populariser les débats.

Voilà c'est une simple *illustration*